

\\ 147 \\

**Organisation industrielle et développement local:
le cas de l'agroindustrie in Emilie Romagne**

di

Enrico Giovannetti

Giugno 1996

Università degli Studi di Modena
Dipartimento di Economia Politica
Viale Berengario, 51
41100 Modena (Italia)
e-mail: giovannetti@unimo.it

Organisation industrielle et développement local: le cas de l'agroindustrie in Emilie Romagne¹

Enrico Giovannetti

1. Introduction

L'analyse de l'agriculture de l'Emilie Romagne dans le complexe agro-alimentaire régionale est nécessaire à cause de la forte intégration existante entre le parcours de modernisation du secteur agricole et celui-là de la transformation alimentaire. D'une coté, comme on a vu dans d'autres communications (Bertolini, Preda), la vaste présence de l'agriculture sur le territoire régional et le maintien d'une considérable diversification de l'activité agricole a été un élément important pour l'affirmation d'un complexe agro-alimentaire très relevant dans la scène nationale; de l'autre coté, la forte liaison entre agriculture et système de transformation alimentaire, à son tour a renforcé les parcours de modernisation du secteur primaire. En outre, les formes de coordination réalisées à différent titre dans l'aval du secteur agricole expliquent de plus en plus les parcours de transformation, consolidation et faiblesse des exploitations agricoles même que le succès ou la faillite des différentes activités agro-alimentaires.

A' ce propos dans cette étude on souligne la variété des formes organisationnelles qui se sont réalisées dans l'agro-alimentaire, leur coexistence et interaction dans l'économie régionale. On examine aussi les typologies plus relevantes, à notre avis, d'organisation en soulignant les stratégies de coordination agriculture-transformation.

L'hypothèse qu'on développe dans cette étude souligne surtout l'action de deux typologies principales de variables qui ont, à notre avis, un rôle crucial dans la formation et la reproduction de la variété des formes d'intégration: en premier lieu, il s'agit de la nature des contraintes techniques et environnementales que les entreprises cherchent de lever et, en deuxième lieu, on porte l'attention sur le renouvellement de l'action contractuelle, à la recherche de nouvelles règles qui puissent ralentir l'action de ces contraintes.

L'expérience de la région semble remarquer que les deux variables -natures des contraintes et formes contractuelles- ne sont pas dépendantes du marché; plutôt, ils dérivent de l'ambiance culturelle et institutionnelle qui définit l'ensemble où les échanges ont lieu. En autres termes, les coûts transactionnels ne peuvent jamais constituer une donnée, comme Williamson et une bonne part de littérature semblent favorable à supposer; au contraire ils constituent une variable liée en manière indissoluble à la configuration et à la dynamique du contexte général socio-économique.

¹ Università di Modena (Italie). Etude conduit avec l'aide du CNR (92.11300.CT06 - 93.23338.CT06)

Les répercussions de l'approche qu'on propose ici sont immédiates, surtout sur le concept d'efficacité économique, qui ne peut plus être organisé autour une idée d'*optimum* déterminé en manière univoque, comme pour exemple celui-là qui dérive de l'application des économies d'échelle. De la même façon il n'est pas possible de définir en manière univoque la recherche des parcours dynamiques à suivre pour le procès de modernisation. A' ce propos l'étude souligne la possibilité de coexistence de parcours très différents et, de même façon, efficaces au niveau économique; surtout on souligne que le succès économique de la région dans son complexe a comme variable cruciale la variété des formes productives et organisationnelles.

Tab. 1 Unité locales et employés dans la transformation alimentaire 1981-1991

EMILIE ROMAGNE	1981		1991	
	Un.Loc.	Employés	Un.Loc.	Employés
VIANDE	1260	14329	1201	16409
POISSON	14	418	20	671
FRUITS ET LÉGUMES	316	15176	244	11076
HUILE ET GRAISSE	66	922	52	997
LAITIER FROMAGER	1440	8802	1079	8374
GRAINS ET AMYLACÉS	656	3516	296	1738
ALIMENTATION ANIMAL	182	2519	157	2471
AUTRES PRODUCTS ALIM.	2194	19845	3761	23011
BOISSONS	410	5604	373	4407
TOTAL	6545	64898	7188	69347
ACTIVITÉS LIEES A' L'AG:	5203	15559	3510	10673

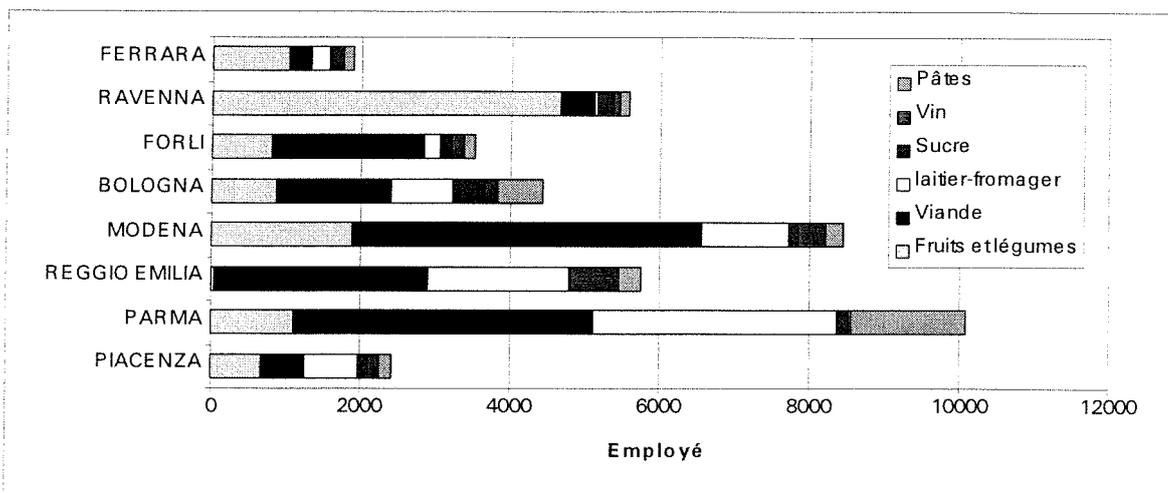
Source: ISTAT VII Censimento generale dell'industria

2. Les aspects généraux de la transformation alimentaire

Le secteur agro-alimentaire de l'Emilie Romagne est caractérisé par le même degré de diversification de l'agriculture et par la même importance dans l'économie sectorielle nationale. Une vaste gamme productive (pâtes, transformation du lait alimentaire, fromagerie, viande, etc.) coexiste avec une considérable spécialisation au niveau territorial de l'activité, comme il est souligné par la distribution des actives par province (Fig. 1); en plus, il faut souligner le poids économique de certaines productions, comme la viande et les

fruits et légumes (Tab. 1), qui maintiennent donc la même importance qu'ils avaient au niveau de l'agriculture.

Fig. 1 Localisation des principales activités agro-alimentaires 1991



* Les séries relatives aux secteurs Laitier-fromager et Fruits-légumes sont prises dans le VII Recensement de l'industrie; les séries relatives à Pâte, Vin et Sucre, pas disponible dans cette source, sont de provenance CERVED
Source: CERVED, ISTAT

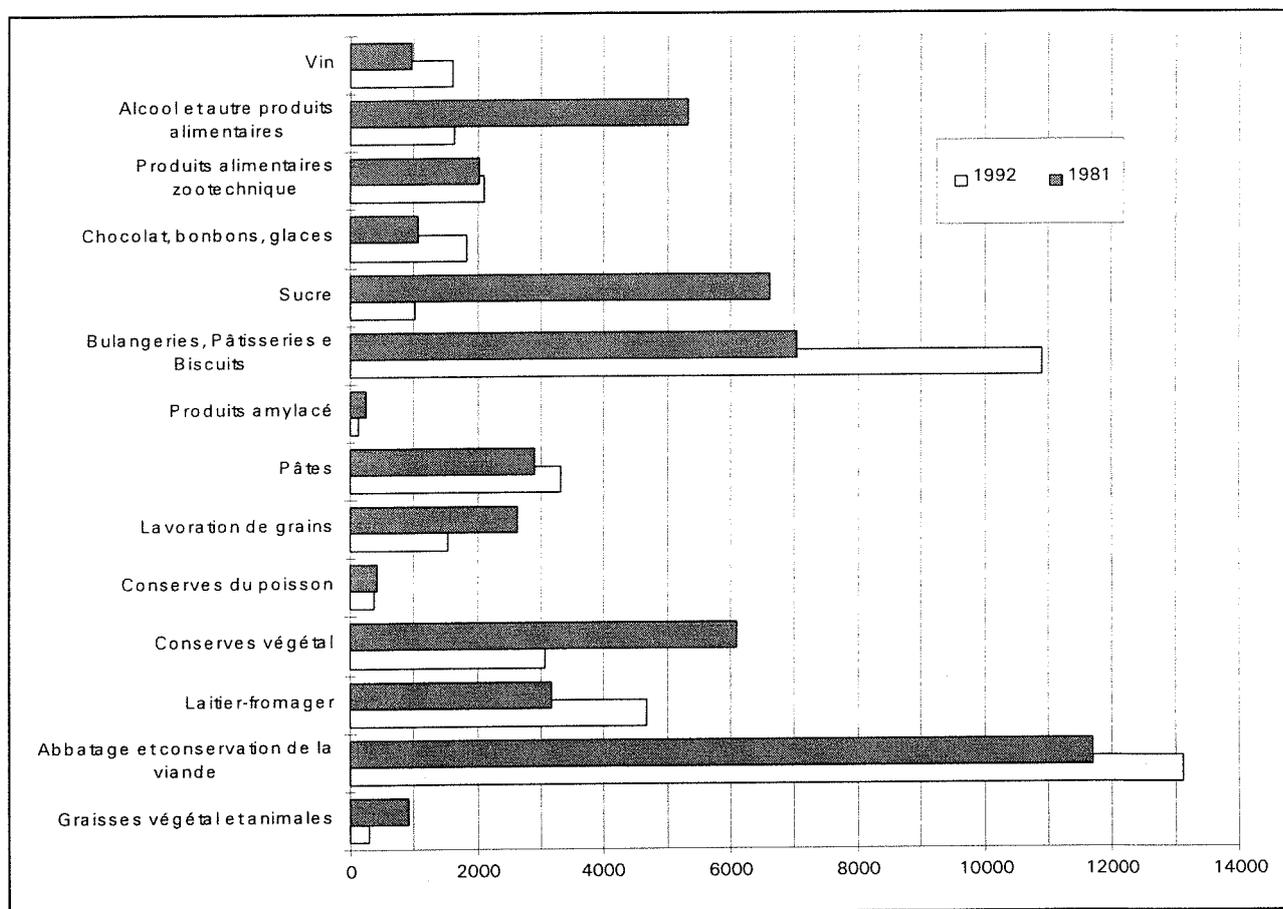
La transformation alimentaire est caractérisée par une structure hétérogène, où l'élément central le plus caractéristique semble être l'ensemble dynamique de petites et moyennes entreprises privées et coopératives; il est aussi important l'action de gros groupes industriels familiales, comme dans le cas de Barilla ou Ferruzzi, et des multinationales (Del Monte) même s'ils représentent plutôt des îles importantes mais qui ne caractérisent la physionomie de l'apparat agro-industriel. Fig. 2

L'actuelle configuration est le fruit d'un procès d'expansion où on peut isoler au moins deux moments différents: une première phase jusqu'aux années '80 caractérisée par l'expansion considérable du secteur, la croissance générale de son activité² et du nombre des entreprises intéressées à cette activité; à partir des années '81 il y a une présence plus forte des gros groupes étrangers et un procès de concentration de l'activité, qui intéresse tant bien les entreprises privées que les coopératives. Toutefois, la dimension moyenne des entreprises est encore assez limitée, comme il est évident du nombre des actives par unité productive (9.6); les divergences entre filières sont néanmoins considérables, avec une dimension notablement supérieure pour les unités qui produisent le sucre (69 unité de travail) et pour la transformation des végétales (45). Les autres secteurs maintiennent la même dimension contenue, comme dans le cas de la viande avec 13 actives par unité productive même s'il s'agit du secteur plus important au niveau régional en termes d'actives agro-alimentaires. Encore une fois il faut remarquer à ce propos l'hétérogénéité qui caractérise

² Dans les dix ans 1970-1980 les unités de production sont augmentées de 6.5% et le nombre d'emplois de 20.9%

les différents secteurs avec la coexistence de gros groupes et de petites entreprises qui rende le donné incapable de décrire la réalité.

Fig. 2 Evolution des principaux secteurs de l'agro-alimentaire en termes d'employés (1981-1992)



Source: CERVED

Souvent ces deux typologies d'entreprises ont des liaisons très différentes avec la production agricole locale. En général la petite production a une tendance à utiliser les marchés locaux, soit pour l'achat de la matière première que pour la vente des produits; au contraire, les gros groupes ont des relations moins fortes avec ces marchés, comme dans le cas de la transformation du lait pour l'alimentation et des pâtes, où la liaison avec l'agriculture régionale est très limitée.

3. *La coopération et les institutions de défense de la qualité*

Nous avons vu dans cette phase, que la structure productive maintienne une présence simultanée de petites entreprises et de gros groupes, de concentration et de dispersion d'activité. A' ce propos il faut rappeler le rôle joué par l'expansion de l'activité en compte

tiers, qui concourt à reproduire le système de petites entreprises même là où l'action des gros groupes est plus forte; mais c'est surtout l'action de la coopération aux différents niveaux qui constitue l'axe principal du soutien au système des petites exploitations. Les fonctions jouées par la coopération s'étendent sur différents plans: l'agrégation permet aux petites entreprises d'exploiter les économies d'échelle au moins dans la phase de la transformation; mais c'est surtout le rôle de coordination de la coopération qui a une importance cruciale pour la défense de la petite production régionale. Cette action s'explique dans la promotion d'institutions aux différents niveaux (Consortiums, Sociétés mixtes aux différents niveaux, etc.): il y a une longue liste de marques commerciales coordonnées par des Consortiums à différents degrés (Parmigiano Reggiano, CIV, Coltiva, FRUTER, Jambon de Parme, etc.), qui soulignent le rôle joué par ces institutions dans l'économie agro-alimentaire régionale. Il s'agit d'instruments qui ont eu un rôle crucial pour la défense et la promotion qualitative de la production: ils ont devancé les temps dans un moment historique où la qualité n'était pas encore retenue une arme clé pour obtenir des avantages compétitifs. Avec cette action de défense de la qualité, ils ont maintenu et accru la culture de "bien produire" qui est un des points qualifiants de la plupart des petites activités de la Région, non seulement dans la production agro-alimentaire.

Tab. 2 *Coopératives dans le secteur agricole adhérentes aux organismes centraux de coordination (C.C.I., Lega, AGCI) en Italie et en Emilie Romagne (1972-1990)*

Années	Emilie					Emilie R. / Italie (%)		Italie % adhérentes sur coop existantes
	C.C.I.	Lega	AGCI	Total adhérentes	% adhérentes sur le total existantes	Existantes	Adhérentes	
1972	677	556	101	1334	59.7	19.4	24.7	46.9
1977	957	657	130	1744	58.3	18.5	23.3	46.3
1979	1126	677	132	1935	60.7	17.2	23.0	56.4
1981	1217	730	137	2084	64.6	15.9	22.5	45.7
1983	1263	701	141	2106	65.1	15.0	21.2	46.1
1985	1245	696	141	2085	65.4	14.4	20.5	45.8
1990	1084	535	115	1737	74.3	9.8	16.8	43.2
1992	1067	568	111	1749	70.8	ND	ND	ND

Source: Elaboration sur les données du Ministère du Travail et UNIONCAMERE

Dans ces dernières années, la coopération a été intéressée à un procès de crise qui a entraîné un changement et une réorganisation du système coopérative, pas encore terminé. Le succès ou la faillite de cette action de restructuration est destiné à avoir une grande importance pour l'évolution du système agro-alimentaire de la région. Les principaux aspects

de la réorganisation ont regardé la concentration de l'activité, qui a porté des nombreuses fusions entre différents groupes coopératives et à une réduction des unités de production au niveau agricole et de la transformation. Toutefois il y a encore nombreux défauts au niveau de la coordination entre le réseau coopératif: pour exemple, on registre cette manque parmi les entreprises dont l'activité peut interagir et entre les différentes centrales coopératives. Ces dernières en Italie étaient organisées sur une base politique, avec une multiplication de centres de direction, qui s'est conservé, et même élargi, dans le cours du temps (Tab. 2 e Tab. 3).

*Tab. 3 Coopératives adhérentes à la CONFCOOPERATIVE et à la LEGA par secteur d'activité 1991**

<i>Secteur</i>	<i>CONFCOOPERATIVE</i>	<i>LEGA</i>
Production agricole	156	201
Lactier-fromager	438	139
Zootecnikue	27	6
Fruits et Légumes	86	14
Caves coopératives	34	39
Autre activité	196	16
Total	937	415

* Les données sur le nombre des coopératives sont très différentes parmi les diverses sources disponibles. Le choix de la source utilisée ici est dû à la comparabilité de ces données avec celui-là mises à disposition par le Ministère du Travail, qui toutefois sont différents par excès. En plus ils ont la même agrégation d'activité des données disponibles par les Centrales coopératives. Selon la source Lega-AERCA, le coop adhérentes à l'AERCA dans le 1991 étaient 437.
Source: Confcooperative 1994, p.60

4. Typologies du développement du système agro-alimentaire

Avant nous avons souligné que l'organisation productive du secteur agro-alimentaire est caractérisée par un élevé degré d'hétérogénéité où l'ensemble des petites activités représente la base organisationnelle; ça assure la possibilité d'activer des procès productifs diversifiés et vitales dans le complexe du tissu productif régional. Si les données moyennes ne sont pas capables de reconstruire une bonne image de l'articulation du tissu productif, on peut chercher de focaliser les typologies principales de l'organisation productive du secteur de la transformation et de ses relations avec les activités en amont et en aval. A' ce propos nous pouvons reconnaître trois typologies fondamentales, en précisant que les différents modèles interagissent et ont des formes d'intégration à raison de la contiguïté spatiale

et culturelle qui caractérise tout le système productif. Les trois typologies peuvent être classé dans la manière suivante:³

1. le gros groupe à direction intégrée (planification centrale privée)
2. réseaux d'entreprises à direction polycentrique (coopération avec planification centralisée)
3. entreprises (ou coopératives) autonomes coordonnées par des rapports consortiaux (coopération concurrentielle à direction multicentrique ou diffuse).

Avant d'analyser ces modèles il est bien de préciser qu'ils constituent des solutions organisationnelles différentes en face aux deux principales contraintes du secteur agro-alimentaire: les rigidités qui dérivent des cycles naturels de l'agriculture qui entraînent à la transformation du risque d'une constante sous-utilisation de la capacité productive. Ce risque peut être élargi par l'action de l'autre contrainte liée à la fluctuation de la demande, plus forte quand le produit est mur du point de vue commercial et doit faire face à la concurrence de biens succédanés. L'action de ces contraintes est aussi variée dans les divers domaines et les différentes phases de production et de transformation qu'elle devienne un important facteur de détermination des modalités et des niveaux d'intégration des procès productifs. Les typologies organisationnelles ont des capacités différentes de réaction aux rigidités et fluctuations, en présentant chacune des points de force et de faiblesse qui en justifient la coexistence sans qu'une particulière forme puisse être considérée optimale.

Comme on verra après, un point commun aux trois typologies est la qualité du produit comme facteur stratégique, qui permette l'individuation même des différents modèles; dans ce cas la qualité n'est jamais seulement un critère qu'il faut respecter pour avoir les conditions de l'efficacité technique (optimisation des techniques de production) ou économique (optimisation de l'utilisation des installations). La recherche de la qualité est un procès continu du "bien faire" qui, en produisant changement et innovation, débouche sur le concept d'innovation endogène, qui détermine techniques, économies et conditions d'efficacité très différentes à l'intérieur des diverses formes organisationnelles. La qualité est un élément dynamique qui, en évoluant, redéfinit les rapports sociaux de production.

A' ce propos il faut souligner que les trois modèles suivants ont en commun un effet positif sur l'agriculture et les exploitations, où les entreprises sont sujets qui appartiennent et interagissent activement avec les typologies mêmes. A' ce propos il faut préciser que la littérature disponible sur l'agro-alimentaire en Italie tend plutôt à souligner la perte d'autonomie des exploitations dans le système agro-alimentaire intégré, surtout dans le cas d'une interaction avec une organisation de type 1 (entreprise privée) ou 2 (direction par

³ La typologie rappelle celle-là proposée par G. Garofoli (Garofoli 1991); toutefois pour cet auteur la typologie est centrée sur les formes d'entreprise tandis que notre réflexion décrit des modèles organisationnels qui dépassent les limites juridiques d'une entreprise. À ce propos, conf. l'exemple Inalca-Europork dans le texte ici présenté

leader). Toutefois, le succès économique de ces modèles, avec les conséquences positives pour les agents économiques non seulement industriels mais aussi agricoles, ouvrent le problème sur le signifié du concept de dépendance ou indépendance comme facteur d'évaluation positive de l'économie d'une exploitation. Cette problématique dérive de l'ambiguïté du concept d'intégration: d'une coté, l'intégration comme direction coordonnée pour poursuivre une finalité plus complexe, ne peut qu'engendrer une "dépendance" de l'exploitation agricole inévitable et positive, à cause de l'action des mêmes lois qui guident l'organisation de l'industrie; à ce propos, parmi les effets positives qui connaît l'exploitation, on peut rappeler la convenance économique à l'innovation, qui est un élément important pour la croissance du professionnalisme global de l'exploitation. De l'autre coté, l'intégration implique une négociation des règles de distribution des risques productives et de la richesse de l'activité. Sur ce profil, le résultat de la négociation ne dépend pas seulement de la nature de l'entreprise mais plutôt du contexte économique global. Certainement, comme nous avons souligné au avant, l'agriculture a des particularités qui peuvent préfigurer des éléments de faiblesse dans la négociation avec les autres agents économique de l'agro-alimentaire, en particulier avec les secteur en aval. D'ici l'importance générale des institutions de défense et coordination du secteur dans la négociation; toutefois, la bonne démarche de ces institutions est, à son tour, dépendant du contexte économique global, comme l'expérience italienne a démontré, avec l'énorme difficulté de décollage des Associations des producteurs.

Les typologies ici proposées sont assez équilibrés pour deux aspects de l'intégration: en ce qui concerne l'intégration comme direction coordonnée, les entreprises marchent bien grâce à l'action de sujets ou institutions guide; sur le plan contractuel, il y a un bon fonctionnement grâce à l'existence de mécanisme concurrentiels, effets de la démocratie économique du cadre de référence.

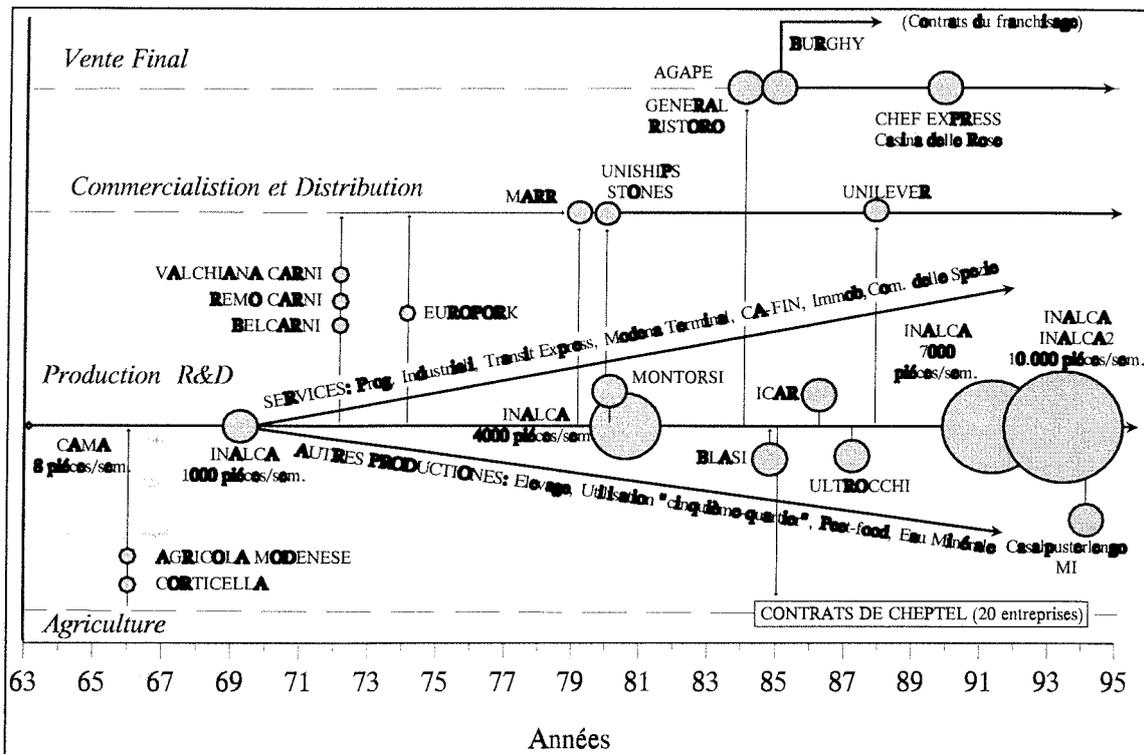
4.1 *Grand groupe*

Le premier modèle de structure est assez semblable à la forme de la grande entreprise classique dans laquelle on utilise les économies d'échelle et de variété (*scope economies*) déterminées par son même développement. Le schéma de Fig. 3 montre le parcours évolutif d'un des plus grandes groupes agro-industriels italiens, guidé par l'agrandissement de la capacité productive et par la recherche progressive d'un ensemble de biens intégré, capable d'arriver directement et clairement au consommateur final.

Ce modèle montre une typologie d'industrie fortement intégrée; néanmoins il est nécessaire souligner que les règles de définition des limites de l'entreprise deviennent bien plus difficiles à être caractérisées dans la phase de l'élevage et, de l'autre coté, de la distribution du produit. Comme montré dans le schéma (Fig. 3), la relevante croissance de la

capacité productive a poussé l'entreprise à l'expansion de plusieurs activités, directement ou indirectement liées à la distribution et à la restauration, avec le but d'augmenter le contrôle des débouchés et de stabiliser les quotas de demande au le cours du temps. Le degré d'intégration en aval est plutôt bas, avec une vaste utilisation du franchising et un système de relations très complexe avec la grande distribution.

Fig. 3 Filière de production de la viande et évolution du groupe INALCA



Source: Notre élaboration sur donnée des interviews à l'entreprise

Récemment une massive action d'investissement a été concentrée sur le secteur de viande fraîche pour faciliter la reconnaissance du produit par le consommateur.⁴ Ici la qualité du produit est un élément stratégique pour la stabilité et la croissance de l'entreprise, comme il est évident qu'un éventuel erreur ou un accident peut facilement modifier la qualité du produit et devient par la suite un risque pour l'image du marque commercial de l'industrie. Selon la théorie économique ils existent les conditions indispensables pour l'intégration verticale (risques dus à la variabilité de la matière première et de comportement opportuniste par les secteurs fournisseurs de cette matière première). Toutefois, l'entreprise a un contrôle direct sur les différentes phases industrielles de production, où les économies d'échelle sont élevées, tandis que le 80% de la production de viande de

⁴ Le produit est mis en récipients à atmosphère modifiée qui permettent une longue conservation (12 jours) à condition d'une excellente matière première; un marque, le premier en Italie pour la viande fraîche, rende reconnaissable le produit.

haute qualité est faite par d'autres entreprises autonomes mais dont le procès de production est contrôlé par le groupe industrielle grâce à une forme d'intégration qui utilise le contrat de cheptel ⁵.

L'expérience d'intégration décrite conduit à deux considérations, l'une de caractère historique et l'autre théorique: à ce propos, ces formes ne sont pas même expliquées par les approches neo-institutionnalistes, à titre d'exemple celles de Williamson, selon lesquels l'intégration par propriété est nécessaire si, comme dans notre cas, l'investissement a un rôle stratégique pour l'économie globale de l'entreprise; dans cette approche, ces formes représentent seulement une phase transitoire, destinée à évoluer vers l'intégration par propriété, tandis que la vaste expérience de l'agro-alimentaire – et pas seulement de l'Emilie Romagne – témoigne plutôt une multiplication de ces formes. On reviendra encore sur ce point.

La deuxième considération dérive de la particularité du cas d'intégration décrite, dans une région de grandes luttes pour l'émancipation de formes contractuelle hybrides, comme le métayage; en plus il faut considérer que dans la région, à différence d'autres zones du pays, n'existait pas la tradition contractuelle de cheptel. L'utilisation de ce contact a dû vaincre un climat de résistance et de suspect à cause des mémoires historiques négatives qu'il rappelait; son affirmation, dans un contexte de forte concurrence des différentes marchés de la viande, souligne une convenance réciproque des différents agents qui participent au contrat et non pas une action de dépendance monopsoniste exercé par le groupe industriel. Le cas examiné témoigne que les entreprises ont stimulé le rapport de coopération au point de modifier une ambiance hostile. Ce point n'a pas été clarifié dans le débat agro-alimentaire italien, où très souvent on déplore la dépendance de l'agriculture dans ces contrats, et on ne tient pas compte des convenances qu'en dérivent pour le secteur primaire (assurance des prix, des débouchés, stimulation d'innovations technologiques, etc.).

La forme d'organisation décrite, qui utilise l'intégration par contrat, est apparemment la plus connue à cause de sa diffusion dans le secteur agro-alimentaire; toutefois, du point de vue théorique, il n'y a pas des réponses aux nombreux problèmes qu'elle a ouvert, comme la définition des limites des entreprises qui font part du système intégré, les effets du système des contraintes qu'en dérive pour les différents agents sociaux, les relations entre dimension des entreprises et le marge d'autonomie ou de dépendance soit dans la définition du contrat que dans l'organisation et le contrôle du procès productif; encore, la structure du pouvoir contractuel et ses déterminants, l'action des agents sociaux et des institutions pour contracter la distribution de la valeur produit par le complexe productif intégré, les déterminants du succès ou de la faillite économique des différentes formes

⁵ L'entreprise a une gestion direct d'un élevage de 7000 têtes, le plus gros en Italie, qui appartient au groupe Ferruzzi; celui-ci permet l'expérimentation sur les techniques d'élevage et l'analyse économique des procès, en fournissant les informations techniques nécessaires pour contracter les conditions du contrat de cheptel.

d'intégration contractuelle, la redéfinitions de la typologie de stratification sociale des entreprises agricoles ou non qui participent au système intégré et les mécanismes de mobilité sociale.

Revenant au cas décrit précédemment, il semble montrer, à notre avis, la difficulté à faire des généralisations sans considérer le contexte de référence: en effet, ici l'habitude à coopérer est un élément important de stimulation de formes d'accord capables d'assurer la coordination entre les différentes parts du système et même la typologie d'accord décrite est générée par ce contexte. Autrement dit, dans ce cas il y a une économie de la ressource "temps de direction et contrôle" réalisée avec une division sociale du travail: la richesse du tissu productif – qui est la base structurelle de ces rapports de confiance et de coopération – réduit les coûts de coordination entre les parts en minimisant le degré d'intégration nécessaire au système.

Un autre modèle de grande entreprise est constitué par les centrales d'achat et de distribution des coopératives, dont le développement consistant dans les dernières années a augmenté d'une manière progressive les quotas de production et de première transformation coordonnées par contrat. L'importance de ces actions, surtout dans le secteur de fruits et légumes, a été forte au point de réduire considérablement le volume des transactions et, donc, l'importance de marchés locaux.

4.2 *Réseau d'entreprises coopératives coordonné par un leader*

Le réseau d'entreprises peut être considéré une évolution du système des relations de la coopération. Cette forme exerce une action de coordination entre des entreprises autonomes en y renforçant les liaisons et les relations économiques; le degré d'intégration en sens propre est plus contenu que dans l'autre typologie examinée (grande entreprise) et le nombre de processus guidés par la même coordination est limité et variable: il peut croître dans certaines périodes et dans des phases particulières du processus productif, ou faire le contraire avec une contraction du degré d'intégration et un mouvement vers l'augmentation de la division sociale du travail. Deux exemples de ces typologies sont respectivement un important groupe coopératif qui transforme la viande porcine (UNIBON) et un autre relevant groupe qui produit et commercialise du vin (CIV & CIV).

La logique organisationnelle générale qui guide ce modèle est de donner à chaque partie du système, dans le cadre de sa compétence, la recherche de la pleine utilisation de la capacité productive; le réseau assure un vaste niveau de demande, avec un important effet de stabilisation, grâce à l'action de coordination générale faite, qui est d'habitude dirigée par l'unité productive plus importante (ou les unités les plus importantes).

A l'ordinaire il n'y a pas des institutions contractuelles différentes de la forme générale de la coopération qui est le principal élément du raccord pour la définition des accords

entre les partenaires. Dans certains cas l'action de coordination est exercé par la participation de la totalité, ou d'une bonne partie, des entreprises à des Consortium de degré supérieur: c'est le cas du CIV & CIV qui regroupe une certain nombre d'entreprises coopérative pour la gestion de certaines phase du procès productif (mise en bouteille, commercialisation), qui à son tour participe à d'autres Consortiums pour la gestion d'autres phases économique (Coltiva pour élargir et consolider le réseau commercial, etc.). Dans ce cas, le renforcement et le développement de l'activité conduit à une plus forte action de coordination verticale, avec le maintien de l'autonomie de chaque entreprise participant au procès.

Ce modèle polycentrique, comme en général la coopération, a ses racines historiques dans l'exigence de défendre les sujets économiques plus faibles au niveau contractuel ou plus exposés aux fluctuations des marchés; l'actuel structure est la conséquence d'un procès de rationalisation des formes organisationnelles face aux changements des marchés (ampleur, internationalisation), mais aussi aux problèmes de rationalisation interne d'une forme productive qui doit répondre de plus en plus aux exigences imposées par le respect des économies d'échelle et de but. La recherche de formes de rationalisation a comporté quelquefois une plus grande intégration pour obtenir une augmentation des économies d'échelle et de variété (*scope economies*); d'autres fois on a suivi le chemin de la décentralisation des activités et des procès ou de la séparation de phases complètes qui avaient une divergente vélocité de croissance.

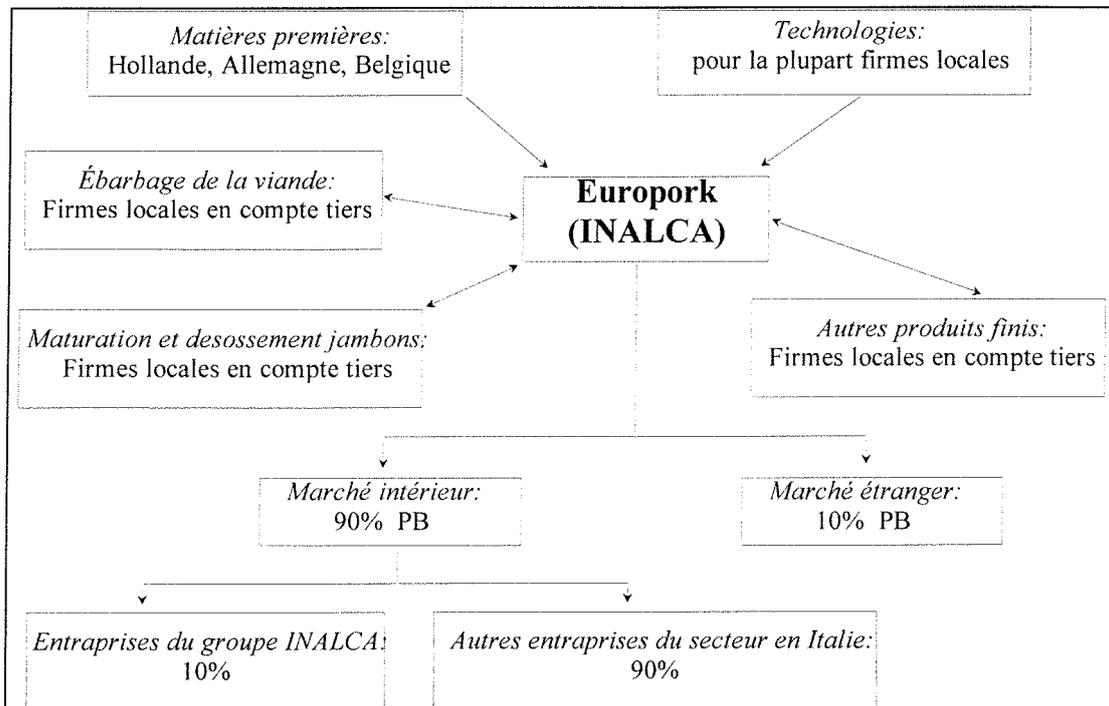
Un problème typique des formes coopératives est la gestion du procès décisionnel dans des organismes qui sont devenus de plus en plus complexes, à cause du haut nombre d'adhérents; cette complexité est le principale responsable d'aspects négatifs comme la sous-capitalisation, la difficulté du procès décisionnel, le conflit sur l'équilibre des représentations des grands et petits associés. Pour répondre à ces difficulté, dans le modèle polycentrique les organismes coopératives, en général, donnent la plus ample autonomie au ménagement, activant des participations dans d'autres entreprises qui développent des procès reliés, commencent des nouveaux organismes. La vision générale est une configuration industrielle flexible, qui recoure au marché pour transactions qui ont un caractère routinier, mais qui peut aussi constituer des tables de négociation pour transactions particulières (idiosyncratiques), en utilisant l'expérience organisationnelle et contractuelle du mouvement coopératif. Même les situations de crise trouvent normalement des solutions guidées qui conduisent à des restructurations qui ont des effets moins traumatiques en termes de mortalité des entreprises ou de mobilité des facteurs (ou de dépense publique).

Mais il existe un autre aspect, très important au niveau théorique et déjà rappelé (voir aussi Bertolini): ce modèle de division du travail – que le réseau coopératif a institutionnalisé – est jugé viable aussi par les entreprises privées. En particulier, ce-là est plus probable en tant que le cycle de production devient "plus longue" et prévoie des phases productives plutôt différentes en termes de durée (les exemples les plus importants dans le cas de la

viande peuvent être représentés par les phases de maturation ou par la coexistence de procès de production non synchronisables.

La Fig. 4 montre encore le cas INALCA, mais il regarde la sous-filière de la viande porcine, qui est gérée par l'EUROPORK, une des entreprises du groupe.

Fig. 4 Sous-filière de la viande porcine (groupe INALCA)



Source: Notre élaboration sur donnée des interviews à l'entreprise

4.3 Groupements d'entreprises

Les groupements d'entreprises concernent principalement les systèmes productifs réglementés par la dénomination d'origine contrôlée (doc). Les contraintes imposés par l'action de la dénomination sont différents pour les produits, en déterminant un impact différent sur le degré d'intégration verticale et sur les modalités de coopération. En particulier, la réglementation agit sur deux différents niveaux:

1. caractéristiques qui concernent la technologie commerciale des inputs et/ou des outputs;
2. techniques et procès productifs

Le second type impose des contraintes plus fortes, au niveau de l'organisation des entreprises, et pour cette raison il constitue un élément clé dans la direction de l'évolution des entreprises.

L'association des entreprises est libre et témoigne l'exigence de trouver des éléments communs de coordination; en général elle est stimulée à l'intérieur de la coopération qui, comme on a souligné au avant, a joué un rôle important dans la recherche des niveaux pro-

gressifs d'efficacité économique. Le grand nombre d'expériences de groupement d'entreprises, en particulier à l'intérieur du système doc, est le signal indirect de l'importance des "institutions-guide", ainsi que la coopération, comme instruments de direction évolutive de l'économie locale⁶. A l'intérieur du doc il y a une coexistence entre les formes le plus diversifiées d'organisation, à partir des entreprises privées, plus ou moins intégrées, jusqu'au systèmes coopératifs, qui présentent des homogénéités du point de vue du fonctionnement parce que le doc constitue l'élément central de coordination⁷.

Ces formes d'organisation économique ont une importance particulière pour les incitations économiques et des effets de revenu engendrés parmi les agents économiques participants à l'organisation: l'action du groupement a permis de maintenir la distribution des droits de propriété entre nombreux agents et de les renforcer dans le cours du temps, en maintenant les potentialités économiques de nombreux agents; en autres mots, l'action de ces organismes a permis de renforcer et de qualifier la concurrence en terme de démocratie économique. Tout ça a joué un rôle crucial dans la détermination des standard de rétribution des facteurs productifs; ces standards ont constitué des points de référence aussi dans la négociation des entreprises privées et, donc, pour la formation des coûts de production.

La structure décrite a des éléments de fragilité qui peuvent affaiblir le système: par exemple, la marque peut se transformer dans une opération commerciale qui segmente les informations et les marchés sans l'activation d'une efficace politique de qualité. Mais surtout le succès évolutif dans l'organisation décrite devient de plus en plus dépendante de l'Institution-guide, qui est un élément de coordination cruciale, dont l'efficace/inefficace risque d'augmenter/réduire tout l'ensemble du complexe productif.

5. *Conclusions*

Une des premières conclusions du travail regarde directement le concept de modernisation. En effet, si avec ce concept nous entendons l'ensemble des choix des entreprises en face aux changements extérieurs, alors dans la définition des possibilités ouvertes pour les unités productives il devient crucial l'action de filtre de l'ambiance économique et sociale avec le quel l'entreprise se rapporte. D'ici il suit que dans l'étude du changement il devient nécessaire redessiner les limites de l'analyse: c'est probable aussi que les classifications standards sectorielles utilisées dans les sources statistiques officielles soient de plus en plus moins efficace pour consentir de comprendre la réalité économique, surtout dans son pro-

⁶ A' ce propos il faut rappeler la particularité du cas régional, qui représente une exception dans le scénario italien où la coopération est peu développée.

⁷ Par exemple, dans la filière du Parmesan, on peut voir la grande exploitation privée, qui est intégrée dans toutes les phases de transformation, à coté du système coopératif intégré et d'autres entreprises (privées ou coopératives) qui exercent seulement l'activité de transformation du lait.

cès dynamique. En outre, il faut chercher d'autres connexions plus riches de celles-là qui définissent une classe d'entreprises sur la base de l'utilisation d'une ressource, ou d'une technique productive, ou de la production de bien homogènes du point de vue de la consommation.

Le concept de *distrect industriel*, que la recherche empirique a produit en Italie, est une unité d'analyse qui cherche de répondre à ces exigences en considérant les spécificités locales du développement. On ne veut pas entrer ici dans la discussion de problématiques d'ordre méthodologiques posé par l'utilisation de cette catégorie analytique, sur laquelle il y a encore un vaste débat même sur les contenus définitoires du terme; au-delà de ces divergences, les groupes de recherche qui ont travaillé avec cette approche expriment, en générale, un accord sur l'idée d'un développement centré sur le territoire, qui interagisse avec les institutions locales ou en forme des nouvelles; en plus, cette typologie d'organisation du système économique et social trouve une ample documentation empirique, ou moins dans le cas de l'économie italienne.

En général, le cercle vertueux, qui définit les économies locales, peut être dessiné dans la manière suivante. L'innovation génère l'exigence d'une nouvelle coordination entre entreprises et ça donne lieu à des formes d'expérimentation organisationnelles; à son tour ça induit à la recherche d'accord social et stimule la formation de nouvelles formes contractuelles; la possibilité de développement des différentes formes contractuelles est, à son tour, dépendante de l'histoire et de la culture locale développée à ce propos et, au même temps, interagisse avec son évolution. Ce mouvement détermine un élargissement des connaissances et des possibilités organisatrices, qui à sa fois est un élément de stimulation de l'innovation. À ce point le cercle vertueux repartit.

La richesse des formes contractuelles fournit, donc, la base pour la présence des différentes typologies de coordination et de degrés d'intégration divers entre les entreprises: les modèles que nous avons indiqués au-dessus sont des importants exemples de ces formes organisationnelles très variées. En général, c'est l'espace économique locale, avec la spécificité et la richesse de son organisation, qui acquiert un signifiât économique très important pour déterminer le mouvement évolutif que nous avons décrit pour la région. À l'intérieur de cet espace, comme on a vu en présidence, les institutions acquièrent une grande importance à raison de l'action qu'elles peuvent exercer pour soutenir les potentialités du territoire. Cette considération a un signifiât particulier pour un pays comme l'Italie, caractérisé par une substantielle manque de programmation des interventions publiques au niveau central, qui amène à une redistribution des sources financières "à pluie". C'est évident que les effets de cette redistribution sont radicalement différents dans les zones du pays: là où les institutions sont bien enracinées dans le tissu social et sont soumises à un contrôle démocratique, la dépense publique a eu un effet considérable de propulsion, à différence d'autres zones du pays où les mêmes ressources n'ont produit aucun effet positif.

Références Bibliographiques

- ARRIGHETTI A.(1991), “La mortalità delle imprese e l’ipotesi di selezione naturale”, in *Economia e politica industriale*, n. 72
- BELLANDI M., RUSSO M. (a cura di) (1994), *Distretti industriali e cambiamento economico locale*, Rosenberg e Sellier, Torino
- BERTOLINI P.(1988), “Produzioni doc e difesa delle economie locali: il caso del parmigiano reggiano”, in *La questione agraria*, n. 30
- BERTOLINI P.(1984), *Il lavoro agricolo tra esodo e trasformazione industriale*, Università di Modena, Quaderni del Dipartimento di Economia Politica
- BERTOLINI P., GIOVANNETTI E., BERSELLI F. (1994), *Ristrutturazione dell’agro-alimentare e mortalità delle imprese: un’indagine di campo*, Osservatorio di Agricoltura del Comune di Modena, n. 35
- BRUSCO S. (1979), *Agricoltura ricca e classi sociali*, Feltrinelli, Milano
- BRUSCO S. (1989), *Piccole imprese e distretti industriali*, Rosenberg e Sellier
- CONFCOOPERATIVE (1994), *Monitoraggio delle imprese cooperative*, Centro stampa confcooperative, Bologna
- CONTI E., CATALANI L., RONCUCCI G. (a cura di) (1988), *Industria alimentare*, Edizioni del Sole 24 ore, Milano
- CORNER P., *Contadini e industrializzazione*, Laterza, 1993
- D’ATTORRE P.P., ZAMAGNI V. (1992), *Distretti, imprese, classe operaia. L’industrializzazione dell’Emilia Romagna*, Angeli, Milano
- ERSA (1989, 1990, 1991, 1992), *L’agro-industria in Emilia-Romagna*, Calderini, Bologna
- FANFANI R., GALIZZI G.(1994), *Il sistema agro-alimentare dell’Emilia-Romagna*, Angeli, Milano
- FINUOLA R. /1989), “La spesa delle regioni in agricoltura nel periodo 1976-1987: un tentativo di sintesi”, in *Rivista di politica agraria*, n. 4
- FRANCIA M., MUZZIOLI G., (1984), *Cent’anni di cooperazione. La cooperazione di consumo modenese dalle origini all’unificazione (1864-1968)*, Il Mulino, Bologna
- GAROFOLI G., (1991), *Modelli locali di sviluppo*, Milano, Angeli.
- GIACOMINI C.(1980), “Strategia e sviluppo della cooperazione agricola in Italia”, in *Rivista di Economia Agraria*, n. 1

- GIACOMINI C., BERTOLINI P (1994)., “Vecchie e nuovi problemi dell’agricoltura italiana”, in *Rivista di politica agraria*, n. 6
- GIORGETTI G.(1974), *Contadini e proprietari nell’Italia moderna. Rapporti di produzione e contratti agraria dal secolo xvi a oggi*, Einaudi, Torino
- GIOVANNETTI E., ZINI A. (1991), “Il distretto industriale Emilia”, in *Piccola impresa*, n.1
- GIOVANNETTI E.(1994 a), “Economia agraria ed economia industriale: alla ricerca di unità di analisi comuni. Riflessioni teoriche e risultati empirici”, in IACOPONI L. (a cura di) (1994), *Il sistema del Parmigiano Reggiano. un rilevante caso di studio del settore agro-alimentare italiano*, Il Mulino, Bologna
- GIOVANNETTI E.(1994 b), “Processi di ristrutturazione e sviluppo nei settori diacronici: un approfondimento teorico di un caso di studio”, in aa.vv., *Ristrutturazione industriale e struttura verticale dell’impresa*, Fondazione G. Brodolini, Roma
- ISTAT, *Censimento Generale dell’Industria*
- MARIANI A. (1990), *La struttura dell’industria alimentare italiana*, Angeli, Milano
- MORA C., MORI S. (1994),”Alcune riflessioni sul distretto agro-industriale: il caso della zona tipica di produzione del Prosciutto di Parma”, in *Parma Economica*, n. 3
- MORANDI R.(1959), *Storia della grande industria in Italia*, Einaudi, Torino
- MUZZIOLI G.(1985), *Vicende e protagonisti della cooperativa industrie alimentari modenesi (CIAM), 1948-1975*, Coptip, Modena
- NOMISMA (1992, 1993, 1994), *Rapporto sull’agricoltura italiana*, Il Mulino, Bologna
- PACCIANI A., PETRICCIONE G.(1993), *La cooperazione agro-alimentare in Italia*, Il Mulino, Bologna
- PEZZINI M. (1993), *Un sentiero evolutivo che poteva entrare nelle forma di distretto ma non vi è entrato: il caso di Ravenna*, Facoltà di Economia e Commercio di Firenze (dattiloscritto)
- SACCOMANDI V.(1986), *Cooperazione e cooperativismo in agricoltura*, REDA, Bologna
- SERPIERI A.(1947), *La struttura sociale dell’agricoltura italiana*, Edizioni Italiane, Roma
- SOLINAS G.(1991), “L’anzianità aziendale. Alcune considerazioni sul caso emiliano” in *Politica economica*, n. 3 vol 7
- TASSINARI G.(1986), *Il sistema industriale dell’Emilia Romagna*, Mulino, Bologna

UNIONCAMERE (1994), *Statistiche regionali. Emilia Romagna*, n. 781

VELLANTE S. (1981), “Aspetti del cambiamento tecnologico, forme di produzione emergenti e organizzazione aziendale, *La questione agraria*, n. 4

WILLIAMSON O.E., WINTER S.G. (editors)(1991), *The nature of the firm*, Oxford University Press

1. Maria Cristina Marcuzzo [1985] "Yoan Violet Robinson (1903-1983)", pp. 134
2. Sergio Lugaresi [1986] "Le imposte nelle teorie del sovrappiù", pp. 26
3. Massimo D'Angelillo e Leonardo Paggi [1986] "PCI e socialdemocrazie europee. Quale riformismo?", pp. 158
4. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1986] "Un suggerimento hobsoniano su terziario ed occupazione: il caso degli Stati Uniti 1960/1983", pp. 52
5. Paolo Bosi e Paolo Silvestri [1986] "La distribuzione per aree disciplinari dei fondi destinati ai Dipartimenti, Istituti e Centri dell'Università di Modena: una proposta di riforma", pp. 25
6. Marco Lippi [1986] "Aggregations and Dynamic in One-Equation Econometric Models", pp. 64
7. Paolo Silvestri [1986] "Le tasse scolastiche e universitarie nella Legge Finanziaria 1986", pp. 41
8. Mario Forni [1986] "Storie familiari e storie di proprietà. Itinerari sociali nell'agricoltura italiana del dopoguerra", pp. 165
9. Sergio Paba [1986] "Gruppi strategici e concentrazione nell'industria europea degli elettrodomestici bianchi", pp. 56
10. Nerio Naldi [1986] "L'efficienza marginale del capitale nel breve periodo", pp. 54
11. Fernando Vianello [1986] "Labour Theory of Value", pp. 31
12. Piero Ganugi [1986] "Risparmio forzato e politica monetaria negli economisti italiani tra le due guerre", pp. 40
13. Maria Cristina Marcuzzo e Annalisa Rosselli [1986] "The Theory of the Gold Standard and Ricardo's Standard Comodity", pp. 30
14. Giovanni Solinas [1986] "Mercati del lavoro locali e carriere di lavoro giovanili", pp. 66
15. Giovanni Bonifati [1986] "Saggio dell'interesse e domanda effettiva. Osservazioni sul cap. 17 della General Theory", pp. 42
16. Marina Murat [1986] "Betwin old and new classical macroeconomics: notes on Lejonhufvud's notion of full information equilibrium", pp. 20
17. Sebastiano Brusco e Giovanni Solinas [1986] "Mobilità occupazionale e disoccupazione in Emilia Romagna", pp. 48
18. Mario Forni [1986] "Aggregazione ed esogeneità", pp. 13
19. Sergio Lugaresi [1987] "Redistribuzione del reddito, consumi e occupazione", pp. 17
20. Fiorenzo Sperotto [1987] "L'immagine neopopolista di mercato debole nel primo dibattito sovietico sulla pianificazione", pp. 34
21. M. Cecilia Guerra [1987] "Benefici tributari nel regime misto per i dividendi proposto dalla commissione Sarcinelli: una nota critica", pp. 9
22. Leonardo Paggi [1987] "Contemporary Europe and Modern America: Theories of Modernity in Comparative Perspective", pp. 38
23. Fernando Vianello [1987] "A Critique of Professor Goodwin's 'Critique of Sraffa'", pp. 12
24. Fernando Vianello [1987] "Effective Demand and the Rate of Profits. Some Thoughts on Marx, Kalecki and Sraffa", pp. 41
25. Anna Maria Sala [1987] "Banche e territorio. Approccio ad un tema geografico-economico", pp. 40
26. Enzo Mingione e Giovanni Mottura [1987] "Fattori di trasformazione e nuovi profili sociali nell'agricoltura italiana: qualche elemento di discussione", pp. 36
27. Giovanna Procacci [1988] "The State and Social Control in Italy During the First World War", pp. 18
28. Massimo Matteuzzi e Annamaria Simonazzi [1988] "Il debito pubblico", pp. 62
29. Maria Cristina Marcuzzo (a cura di) [1988] "Richard F. Kahn. A discipline of Keynes", pp. 118
30. Paolo Bosi [1988] "MICROMOD. Un modello dell'economia italiana per la didattica della politica fiscale", pp. 34
31. Paolo Bosi [1988] "Indicatori della politica fiscale. Una rassegna e un confronto con l'aiuto di MICROMOD", pp. 25
32. Giovanna Procacci [1988] "Protesta popolare e agitazioni operaie in Italia 1915-1918", pp. 45
33. Margherita Russo [1988] "Distretto Industriale e servizi. Uno studio dei trasporti nella produzione e nella vendita delle piastrelle", pp. 157
34. Margherita Russo [1988] "The effect of technical change on skill requirements: an empirical analysis", pp. 28
35. Carlo Grillenzoni [1988] "Identification, estimations of multivariate transfer functions", pp. 33
36. Nerio Naldi [1988] "'Keynes' concept of capital", pp. 40
37. Andrea Ginzburg [1988] "locomotiva Italia?", pp. 30
38. Giovanni Mottura [1988] "La 'persistenza' secolare. Appunti su agricoltura contadina ed agricoltura familiare nelle società industriali", pp. 40
39. Giovanni Mottura [1988] "L'anticamera dell'esodo. I contadini italiani della 'restaurazione contrattuale' fascista alla riforma fondiaria", pp. 40
40. Leonardo Paggi [1988] "Americanismo e riformismo. La socialdemocrazia europea nell'economia mondiale aperta", pp. 120
41. Annamaria Simonazzi [1988] "Fenomeni di isteresi nella spiegazione degli alti tassi di interesse reale", pp. 44
42. Antonietta Bassetti [1989] "Analisi dell'andamento e della casualità della borsa valori", pp. 12
43. Giovanna Procacci [1989] "State coercion and worker solidarity in Italy (1915-1918): the moral and political content of social unrest", pp. 41
44. Carlo Alberto Magni [1989] "Reputazione e credibilità di una minaccia in un gioco bargaining", pp. 56
45. Giovanni Mottura [1989] "Agricoltura familiare e sistema agroalimentare in Italia", pp. 84
46. Mario Forni [1989] "Trend, Cycle and 'Fortuitous cancellation': a Note on a Paper by Nelson and Plosser", pp. 4
47. Paolo Bosi, Roberto Golinelli, Anna Stagni [1989] "Le origini del debito pubblico e il costo della stabilizzazione", pp. 26
48. Roberto Golinelli [1989] "Note sulla struttura e sull'impiego dei modelli macroeconomici", pp. 21
49. Marco Lippi [1989] "A Shorte Note on Cointegration and Aggregation", pp. 11
50. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1989] "The Linkage between Tertiary and Industrial Sector in the Italian Economy: 1951-1988. From an External Dependence to an International One", pp. 40
51. Gabriele Pastrello [1989] "Francois quesnay: dal Tableau Zig-zag al Tableau Formule: una ricostruzione", pp. 48
52. Paolo Silvestri [1989] "Il bilancio dello stato", pp. 34
53. Tim Mason [1990] "Tre seminari di storia sociale contemporanea", pp. 26
54. Michele Lalla [1990] "The Aggregate Escape Rate Analysed through the Queueing Model", pp. 23
55. Paolo Silvestri [1990] "Sull'autonomia finanziaria dell'università", pp. 11
56. Paola Bertolini, Enrico Giovannetti [1990] "Uno studio di 'filiera' nell'agroindustria. Il caso del Parmigiano Reggiano", pp. 164
57. Paolo Bosi, Roberto Golinelli, Anna Stagni [1990] "Effetti macroeconomici, settoriali e distributivi dell'armonizzazione dell'IVA", pp. 24
58. Michele Lalla [1990] "Modelling Employment Spells from Emilia Labour Force Data", pp. 18

59. Andrea Ginzburg [1990] "Politica Nazionale e commercio internazionale", pp. 22
60. Andrea Gionmi [1990] "La probabilità individuale di risposta nel trattamento dei dati mancanti", pp. 13
61. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1990] "The service sector in planned economies. Past experiences and future prospectives", pp. 32
62. Giovanni Solinas [1990] "Competenze, grandi industrie e distretti industriali. Il caso Magneti Marelli", pp. 23
63. Andrea Ginzburg [1990] "Debito pubblico, teorie monetarie e tradizione civica nell'Inghilterra del Settecento", pp. 30
64. Mario Forni [1990] "Incertezza, informazione e mercati assicurativi: una rassegna", pp. 37
65. Mario Forni [1990] "Misspecification in Dynamic Models", pp. 19
66. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1990] "Service Sector Growth in CPE's: An Unsolved Dilemma", pp. 28
67. Paola Bertolini [1990] "La situazione agro-alimentare nei paesi ad economia avanzata", pp. 20
68. Paola Bertolini [1990] "Sistema agro-alimentare in Emilia Romagna ed occupazione", pp. 65
69. Enrico Giovannetti [1990] "Efficienza ed innovazione: il modello 'fondi e flussi' applicato ad una filiera agro-industriale", pp. 38
70. Margherita Russo [1990] "Cambiamento tecnico e distretto industriale: una verifica empirica", pp. 115
71. Margherita Russo [1990] "Distretti industriali in teoria e in pratica: una raccolta di saggi", pp. 119
72. Paolo Silvestri [1990] "La Legge Finanziaria. Voce dell'enciclopedia Europea Garzanti", pp. 8
73. Rita Paltrinieri [1990] "La popolazione italiana: problemi di oggi e di domani", pp. 57
74. Enrico Giovannetti [1990] "Illusioni ottiche negli andamenti delle Grandezze distributive: la scala mobile e l'appiattimento delle retribuzioni in una ricerca", pp. 120
75. Enrico Giovannetti [1990] "Crisi e mercato del lavoro in un distretto industriale: il bacino delle ceramiche. Sez. I", pp. 150
76. Enrico Giovannetti [1990] "Crisi e mercato del lavoro in un distretto industriale: il bacino delle ceramiche. Sez. II", pp. 145
78. Antonietta Bassetti e Costanza Torricelli [1990] "Una riqualificazione dell'approccio bargaining alla selezioni di portafoglio", pp. 4
77. Antonietta Bassetti e Costanza Torricelli [1990] "Il portafoglio ottimo come soluzione di un gioco bargaining", pp. 15
79. Mario Forni [1990] "Una nota sull'errore di aggregazione", pp. 6
80. Francesca Bergamini [1991] "Alcune considerazioni sulle soluzioni di un gioco bargaining", pp. 21
81. Michele Grillo e Michele Polo [1991] "Political Exchange and the allocation of surplus: a Model of Two-party competition", pp. 34
82. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1991] "The 1990 Polish Recession: a Case of Truncated Multiplier Process", pp. 26
83. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1991] "Polish firms: Private Vices Public Virtues", pp. 20
84. Sebastiano Brusco e Sergio Paba [1991] "Connessioni, competenze e capacità concorrenziale nell'industria della Sardegna", pp. 25
85. Claudio Grimaldi, Rony Hamoui, Nicola Rossi [1991] "Non Marketable assets and households' Portfolio Choice: a Case of Study of Italy", pp. 38
86. Giulio Righi, Massimo Baldini, Alessandra Brambilla [1991] "Le misure degli effetti redistributivi delle imposte indirette: confronto tra modelli alternativi", pp. 47
87. Roberto Fanfani, Luca Lanini [1991] "Innovazione e servizi nello sviluppo della meccanizzazione agricola in Italia", pp. 35
88. Antonella Caiumi e Roberto Golinelli [1992] "Stima e applicazioni di un sistema di domanda Almost Ideal per l'economia italiana", pp. 34
89. Maria Cristina Marcuzzo [1992] "La relazione salari-occupazione tra rigidità reali e rigidità nominali", pp. 30
90. Mario Biagioli [1992] "Employee financial participation in enterprise results in Italy", pp. 50
91. Mario Biagioli [1992] "Wage structure, relative prices and international competitiveness", pp. 50
92. Paolo Silvestri e Giovanni Solinas [1993] "Abbandoni, esiti e carriera scolastica. Uno studio sugli studenti iscritti alla Facoltà di Economia e Commercio dell'Università di Modena nell'anno accademico 1990/1991", pp. 30
93. Gian Paolo Caselli e Luca Martinelli [1993] "Italian GPN growth 1890-1992: a unit root or segmented trend representatin?", pp. 30
94. Angela Politi [1993] "La rivoluzione fraintesa. I partigiani emiliani tra liberazione e guerra fredda, 1945-1955", pp. 55
95. Alberto Rinaldi [1993] "Lo sviluppo dell'industria metalmeccanica in provincia di Modena: 1945-1990", pp. 70
96. Paolo Emilio Mistrulli [1993] "Debito pubblico, intermediari finanziari e tassi d'interesse: il caso italiano", pp. 30
97. Barbara Pistoresi [1993] "Modelling disaggregate and aggregate labour demand equations. Cointegration analysis of a labour demand function for the Main Sectors of the Italian Economy: 1950-1990", pp. 45
98. Giovanni Bonifati [1993] "Progresso tecnico e accumulazione di conoscenza nella teoria neoclassica della crescita endogena. Una analisi critica del modello di Romer", pp. 50
99. Marcello D'Amato e Barbara Pistoresi [1994] "The relationship(s) among Wages, Prices, Unemployment and Productivity in Italy", pp. 30
100. Mario Forni [1994] "Consumption Volatility and Income Persistence in the Permanent Income Model", pp. 30
101. Barbara Pistoresi [1994] "Using a VECM to characterise the relative importance of permanent and transitory components", pp. 28
102. Gian Paolo Caselli and Gabriele Pastrello [1994] "Polish recovery form the slump to an old dilemma", pp. 20
103. Sergio Paba [1994] "Imprese visibili, accesso al mercato e organizzazione della produzione", pp. 20
104. Giovanni Bonifati [1994] "Progresso tecnico, investimenti e capacità produttiva", pp. 30
105. Giuseppe Marotta [1994] "Credit view and trade credit: evidence from Italy", pp. 20
106. Margherita Russo [1994] "Unit of investigation for local economic development policies", pp. 25
107. Luigi Righi [1995] "Monotonicity and the demand theory of the weak axioms", pp. 20
108. Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1995] "Modelling the impact of technological change across sectors and over time in manufacturing", pp. 25
109. Marcello D'Amato and Barbara Pistoresi [1995] "Modelling wage growth dynamics in Italy: 1960-1990", pp. 38
110. Massimo Baldini [1995] "INDIMOD. Un modello di microsimulazione per lo studio delle imposte indirette", pp. 37
111. Paolo Bosi [1995] "Regionalismo fiscale e autonomia tributaria: l'emersione di un modello di consenso", pp. 38
112. Massimo Baldini [1995] "Aggregation Factors and Aggregation Bias in Consumer Demand", pp. 33
113. Costanza Torricelli [1995] "The information in the term structure of interest rates. Can stochastic models help in resolving the puzzle?" pp. 25
114. Margherita Russo [1995] "Industrial complex, pôle de développement, distretto industriale. Alcune questioni sulle unità di indagine nell'analisi dello sviluppo." pp. 45

115. Angelika Moryson [1995] "50 Jahre Deutschland. 1945 - 1995" pp. 21
116. Paolo Bosi [1995] "Un punto di vista macroeconomico sulle caratteristiche di lungo periodo del nuovo sistema pensionistico italiano." pp. 32
117. Gian Paolo Caselli e Salvatore Curatolo [1995] "Esistono relazioni stimabili fra dimensione ed efficienza delle istituzioni e crescita produttiva? Un esercizio nello spirito di D.C. North." pp. 11
118. Mario Forni e Marco Lippi [1995] "Permanent income, heterogeneity and the error correction mechanism." pp. 21
119. Barbara Pistoresi [1995] "Co-movements and convergence in international output. A Dynamic Principal Components Analysis" pp. 14
120. Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1995] "Dynamic common factors in large cross-section" pp. 17
121. Giuseppe Marotta [1995] "Il credito commerciale in Italia: una nota su alcuni aspetti strutturali e sulle implicazioni di politica monetaria" pp. 20
122. Giovanni Bonifati [1995] "Progresso tecnico, concorrenza e decisioni di investimento: una analisi delle determinanti di lungo periodo degli investimenti" pp. 25
123. Giovanni Bonifati [1995] "Cambiamento tecnico e crescita endogena: una valutazione critica delle ipotesi del modello di Romer" pp. 21
124. Barbara Pistoresi e Marcello D'Amato [1995] "La riservatezza del banchiere centrale è un bene o un male? Effetti dell'informazione incompleta sul benessere in un modello di politica monetaria." pp. 32
125. Barbara Pistoresi [1995] "Radici unitarie e persistenza: l'analisi univariata delle fluttuazioni economiche." pp. 33
126. Barbara Pistoresi e Marcello D'Amato [1995] "Co-movements in European real outputs" pp. 20
127. Antonio Ribba [1996] "Ciclo economico, modello lineare-stocastico, forma dello spettro delle variabili macroeconomiche" pp. 31
128. Carlo Alberto Magni [1996] "Repeatable and a tantum real options a dynamic programming approach" pp. 23
129. Carlo Alberto Magni [1996] "Opzioni reali d'investimento e interazione competitiva: programmazione dinamica stocastica in optimal stopping" pp. 26
130. Carlo Alberto Magni [1996] "Vaghezza e logica fuzzy nella valutazione di un'opzione reale" pp. 20
131. Giuseppe Marotta [1996] "Does trade credit redistribution thwart monetary policy? Evidence from Italy" pp. 20
132. Mauro Dell'Amico e Marco Trubian [1996] "Almost-optimal solution of large weighted equicut problems" pp. 30
133. Carlo Alberto Magni [1996] "Un esempio di investimento industriale con interazione competitiva e avversione al rischio" pp. 20
134. Margherita Russo, Peter Börkey, Emilio Cubel, François Lévêque, Francisco Mas [1996] "Local sustainability and competitiveness: the case of the ceramic tile industry" pp. 66
135. Margherita Russo [1996] "Camionetto tecnico e relazioni tra imprese" pp. 190
136. David Avra Lane, Irene Poli, Michele Lalla, Alberto Roverato [1996] "Lezioni di probabilità e inferenza statistica" pp. 288
137. David Avra Lane, Irene Poli, Michele Lalla, Alberto Roverato [1996] "Lezioni di probabilità e inferenza statistica - Esercizi svolti -" pp. 302
138. Barbara Pistoresi [1996] "Is an Aggregate Error Correction Model Representative of Disaggregate Behaviours? An example" pp. 24
139. Luisa Malaguti e Costanza Torricelli [1996] "Monetary policy and the term structure of interest rates", pp. 30
140. Mauro Dell'Amico, Martine Labbé, Francesco Maffioli [1996] "Exact solution of the SONET Ring Loading Problem", pp. 20
141. Mauro Dell'Amico, R.J.M. Vaessens [1996] "Flow and open shop scheduling on two machines with transportation times and machine-independent processing times in NP-hard, pp. 10
142. M. Dell'Amico, F. Maffioli, A. Sciomechen [1996] "A Lagrangean Heuristic for the Pirze Collecting Travelling Salesman Problem", pp. 14
143. Massimo Baldini [1996] "Inequality Decomposition by Income Source in Italy - 1987 - 1993", pp. 20
144. Graziella Bertocchi [1996] "Trade, Wages, and the Persistence of Underdevelopment" pp. 20
145. Graziella Bertocchi and Fabio Canova [1996] "Did Colonization matter for Growth? An Empirical Exploration into the Historical Causes of Africa's Underdevelopment" pp. 32
146. Paola Bertolini [1996] "La modernization de l'agriculture italienne et le cas de l'Emilie Romagna" pp. 20

